

Conférence de presse de François Mitterrand à l'issue du sommet de la CSCE (Paris, 21 novembre 1990)

Légende: Le 21 novembre 1990, François Mitterrand, président de la république française, dresse le bilan du sommet de la Conférence sur la sécurité et coopération en Europe (CSCE) à Paris et répond aux questions des journalistes sur la nature des nouvelles relations entre l'Est et l'Ouest.

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. Novembre-Décembre 1990. Paris: Ministère des Affaires étrangères-Service d'Information et de Presse. "Conférence de presse de Monsieur le Président de la République à l'issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Paris, 21 novembre 1990)", p. 53-55; 57.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_de_francois_mitterrand_a_l_issue_du_sommet_de_la_csce_paris_21_novembre_1990-fr-27538cb4-b9db-45c6-9340-4894f8fa388d.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Conférence de presse de Monsieur le Président de la République à l'issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (21 novembre 1990)

J'ai souhaité cette rencontre et désiré la situer aussitôt après la clôture de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui s'est achevée, en fin de matinée, aujourd'hui.

J'aimerais, en effet, que la première partie de cette conversation fut consacrée à cette Conférence, aux travaux qui s'y sont déroulés et aux conclusions qu'elle implique. Nous pourrions après cela parler de la situation dans le Golfe. Les questions n'étaient pas liées, mais elles sont concomitantes dans le temps. Et d'autre part, il y a déjà quelques semaines que je n'ai pu tenir informé l'opinion, par votre intermédiaire, de l'évolution de cette situation. Je vais essayer de préciser les choses.

La CSCE, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe réunissait 14 pays dont 32 pays européens. Ne manquait que l'Albanie, qui encore disposait d'une sorte de fonction d'observateur. Se trouvaient également présents et participant au débat, comme prévu, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Ce sont donc 14 pays qui ont tenu séance, qui ont débattu sur la base d'une préparation extrêmement approfondie, qui avait duré des mois et qui avait permis de lever pratiquement tous les obstacles, non sans difficulté, vous l'imaginez.

On peut faire un dessin de ce que représente cette Conférence et surtout son succès, c'est-à-dire, l'accord donné par les 34 sur une série d'accords, de Traités que je vais me permettre d'énumérer. Nous avons commencé par signer le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, sur leur réduction, la réduction des forces conventionnelles ou classiques, entre les 16 Etats membres de l'Alliance Atlantique et 6 Etats du Pacte de Varsovie. Nous entrerons dans les détails tout à l'heure.

Donc signature de ce Traité sur la réduction des armes conventionnelles et d'autre part signature d'une déclaration commune des 22 Etats intéressés directement par la chose qui ont proclamé solennellement qu'ils ne se considèrent plus comme des adversaires. Imaginez le Pacte Atlantique et le Pacte de Varsovie... Imaginez tout ce à quoi nous avons pensé, tout ce que nous avons vécu - ceux qui ont eu le temps de vivre toute cette époque - tout ce que vous avez écrit sur ce conflit latent, que l'on appelait guerre froide et qui pouvait à tout moment déboucher en guerre chaude. Cela succédait à des guerres si chaudes, qu'elles ont représenté deux conflits mondiaux qui ont entraîné la séparation de l'Europe en plusieurs zones d'influence. Yalta s'est terminé ce jour même à Paris.

C'est le parcours, si l'on voulait analyser plus finement, on pourrait dire que l'état d'insécurité qui s'était créé en Europe, pour simplifier les choses, à partir de l'avènement de Hitler en Allemagne, ou encore pour être plus clair à partir de l'Anschluss et de Munich puis la guerre. Depuis cette époque l'Europe n'a jamais connu de repos. Ce n'est pas que nous ayons l'intention de nous reposer à partir de maintenant, mais la menace était là, après le conflit atroce qui a meurtri chacun de nos pays et autant de nos familles. Tout cela s'est résolu à Paris, ces derniers jours et ce matin par le Traité sur la réduction des forces conventionnelles et la Déclaration Commune des 22 Etats participants des deux alliances. Ne parlons plus de « bloc contre bloc ». Tous ceux qui aiment la paix, qui savent ce que cela représente, sauront même si on ne le leur a pas beaucoup dit, que nous entrons vraiment dans les temps nouveaux, où la paix apparaît en Europe comme acquise, où les risques semblent disparaître où le dialogue l'emporte sur la confrontation.

A la fin du Sommet nous avons adopté, signé ce matin ce que l'on a appelé la Charte de Paris pour une nouvelle Europe et cette Charte toujours signée par les 34 comporte trois parties : l'annonce d'une nouvelle ère de démocratie de paix et d'unité, une série de considérations sur les orientations futures, des structures et des institutions nouvelles. Nous en parlerons sans doute au cours de cette conversation.

Nous avons exprimé également le souhait, que j'avais moi-même exprimé dans mon discours d'ouverture puisque je présidais cette conférence au nom de la France, que ce que l'on appelle la méthode ou le processus CSCE, Sécurité et Coopération en Europe puisse servir d'exemple, je ne dis pas s'étendre, ce n'est pas la même chose, servir d'exemple à d'autres régions du monde qui feraient bien de commencer à discuter de la réduction de leurs propres armements et de commencer à organiser des rencontres régulières pour que

des pays encore antagonistes puissent bâtir les éléments de leur paix utile à la paix du monde.

Q - Monsieur le Président, les Occidentaux souhaitent que toutes les nations en Europe soient indépendantes, ils s'inquiètent maintenant de la montée des nationalismes. Les occidentaux souhaitent que les frontières s'ouvrent, ils s'inquiètent maintenant de la possibilité d'afflux de nouveaux immigrants. Ne sommes-nous pas en train de changer, d'échanger un ordre injuste contre un désordre qui pourrait être dangereux ?

R - M. Bortoli, la vie est dangereuse, la vie internationale n'est pas un lit de roses, les intérêts continuent de s'opposer, les ambitions aussi, la nature humaine n'incite pas toujours à la concorde et à l'apaisement y compris dans les relations privées, alors n'allez pas imaginer qu'il vient de naître aujourd'hui un monde enfin redevenu le rêve d'un certain nombre de philosophes, une sorte de paradis retrouvé. Mais par rapport à la situation tragique que nous avons vécu dans la guerre ou dans l'angoisse de la guerre avec tout ce que cela implique de chagrin, de désespoir, d'angoisse, de morts, de toutes ces déchirures des familles, à tout cela on vient de mettre un point final pour ce qui touche à l'Europe. Si la période de paix qui s'ouvre, présente des risques, j'ai moi-même dit qu'il ne fallait pas que succède aux rivalités sanglantes d'hier une sorte d'Europe à deux vitesses dans laquelle il y aurait des pays riches qui se complairaient dans leur prospérité et des pays à la traîne qui souffriraient de l'indifférence. Il faut absolument maintenant compléter notre action par un travail de solidarité active pour harmoniser les niveaux de vie. Nous allons travailler. Il est évident qu'existe le problème des citoyens des pays de l'Est qui désirent trouver du travail, dans les pays de l'Ouest.

Tout ceci exige des précautions, des mesures de sagesse car les pays de l'Ouest ont aussi leurs problèmes qu'il ne faut pas ignorer. Il est quelquefois bon d'être pessimiste, cela évite un sommeil prolongé. Cette rencontre diplomatique est sans précédent. Pour la première fois un accord de ce type a été réalisé sans vainqueur, ni vaincu, sans partage de dépouilles. On n'a pas liquidé une guerre, on a fondé une véritable entente. Tout le monde y a participé, les membres des pactes, les blocs militaires, les neutres, les non-alignés, tout le monde. Il n'existe plus de tête à tête réservé à quelques-uns. De plus l'Union soviétique qui représentait l'un des deux grands à la tête de l'un des deux blocs vient, me semble-t-il, de s'ancrer d'une façon très profonde et durable au continent européen en y prenant sa part comme les autres.

Q - Monsieur le Président, cette Conférence est aussi une Conférence de sécurité. Or il est communément admis que la sécurité est une activité qui vise à parer une menace donc un ennemi latent ou apparent, réel ou potentiel. Donc la question qui s'impose, quel est l'ennemi aujourd'hui ?

R - Justement en Europe il n'y a plus d'ennemi et l'accord qui a été signé, c'est un accord pour l'Europe avec la participation de deux grands pays Nord-Américains, présence nécessaire puisque l'un des aspects des accords en question vise le désarmement. Vous le savez bien, l'Alliance Atlantique repose pour beaucoup sur la sécurité que garantissent les Etats-Unis d'Amérique avec lesquels le Canada collabore.

C'est un accord pour l'Europe entre pays européens auxquels s'ajoutent, puisqu'il s'agit des problèmes d'équilibre dans les armées, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Ce n'est pas une conférence pour les autres continents et de ce fait on ne peut pas mélanger les questions. Bien entendu les conflits qui se déroulent ailleurs peuvent avoir dans l'avenir des répercussions en Europe. On les examinera quand il le faudra.

Q - Monsieur le Président, la guerre froide, la guerre chaude, c'est fini en Europe. La guerre tout court c'est fini, c'est réjouissant pour le monde entier. Mais ma question Monsieur le Président, il y a beaucoup de foyers de tensions en Afrique et en Asie...

R - Oui, oui, je crois l'avoir remarqué.

Q - Est-ce que l'Assemblée, les pays des 34, ont mis au point un mécanisme typique pour éteindre ces incendies ?

R - Nous non. Je vous réponds non. Les 34 pays européens plus les deux pays nord-américains ne se

comportent pas comme s'ils étaient chargés de l'ordre mondial. C'est déjà bien qu'ils se considèrent comme chargés de l'ordre et de la paix en Europe. Ils n'ont donc pas prétendu légiférer pour les autres. Et s'il existe une institution qui détient cette charge, ce sont les Nations unies. Il ne s'agit pas de créer toute une échelle de pouvoirs et d'institutions qui finiraient par se marcher sur les pieds ou par se contredire. Il faut donc magnifier le rôle des Nations unies au travers du conflit du Golfe et penser que la fin de la guerre froide permet de donner à l'institution internationale une réalité qu'elle n'a jamais connue.

Q - Monsieur le Président, je voudrais revenir aux négociations ou traités signés à Paris. Que se passe-t-il si un pays signataire ne respecte pas ses engagements ? Quels sont des moyens dont disposent les autres partenaires pour imposer ce respect ?

R - Qu'est-ce que vous appelez ne pas respecter ses engagements, par exemple sur le Traité, sur la réduction des armes conventionnelles, les chars, les canons, les hélicoptères ? Eh bien... les accords n'auront plus de valeur. Qu'est-ce que je peux vous dire d'autre ? Les décisions prises sont très importantes. Vous savez de quelle manière ont été chiffrées les réductions. Les chars, en application des Accords signés à Paris, et on compte qu'il en existe 59 100 en 1990, devraient être réduits à 40 000, donc 20 000 du côté des pays de l'ancien Pacte de Varsovie et 20 000 du côté de l'Alliance Atlantique. C'est donc une diminution de 19 100 unités pour les chars. Pour les véhicules blindés, en 1990 : 79 000, en 1994 cela devrait tomber à 60 000, donc 30 000 de part et d'autre soit une diminution de 19 000 unités. C'est le même raisonnement qui vaut - mais je vous dispenserai des chiffres - pour l'artillerie, les hélicoptères, l'aviation et toujours l'égalité entre les deux zones. Si quelqu'un n'applique pas, les autres seront conduits à ne pas appliquer et on recommence. J'ai l'impression que la manière dont les choses se passent montrent que nous sommes engagés dans une dynamique qui ne devrait pas être contrariée. Si un fait nouveau extraordinaire se passait, ceux qui auraient à en souffrir s'organiseraient pour y parer.

Q - Monsieur le Président, une question qui concerne les pays baltes. Est-ce que l'on ne peut pas dire, à l'issue de la CSCE, que les pays baltes ont été, si ce n'est les grands perdants de la Conférence du moins les oubliés de la Conférence de Paris et vous-même comment voyez-vous leur destin dans cette nouvelle Europe dont on a jeté aujourd'hui les nouvelles bases ?

R - Comment pouvez-vous dire cela ? Les pays baltes étaient absents parce qu'ils ne font pas partie encore des Etats membres des Nations unies et qu'ils ne sont pas reconnus comme tels par la société internationale. J'en parle d'autant plus librement que la France est un pays qui continue à reconnaître la souveraineté des droits des pays baltes dont nous n'avons jamais reconnu l'abolition par la conquête, ni par les Allemands, ni par les Russes. Vous savez que la Lituanie nous a confié son or, elle l'a confié aussi à d'autres pays, mais surtout à nous. Les autres pays, ont soit rendu la part qu'ils détenaient à l'Union soviétique, soit je ne sais pas ce qu'ils en ont fait. La France, elle, a tout gardé, pour le rendre à la Lituanie. C'est dire que notre attitude ne mériterait aucun reproche, mais notre position à l'égard des pays baltes n'est pas celle reconnue par la société actuelle en tant qu'Etat souverain, ni en Europe, ni à la société des Nations unies.

Voilà, la réalité. Nous avons insisté puisqu'à Vienne lors du comité préparatoire du sommet de Paris, il avait été admis que les Etats baltes seraient admis par le Secrétaire Exécutif au titre des « personnalités reconnues » invitées. Cela me paraissait une solution raisonnable, mais il y a eu opposition. En particulier l'Union soviétique a estimé que dans l'état actuel de ses négociations et de ses conversations avec les pays baltes notamment, il n'avait pas été décidé qu'ils étaient devenus des Etats souverains et que leurs liens n'étaient pas coupés avec l'Union soviétique. Cette conférence ne pouvait que constater le droit international tel qu'il est aujourd'hui. On ne pouvait inviter que tous les Etats souverains. On ne pouvait pas inviter les autres. Alors, nous avons agi de notre mieux pour traiter amicalement et très correctement les envoyés des trois pays baltes sans pouvoir les faire entrer dans la salle des séances. Il y a aujourd'hui beaucoup de régions, je dis régions parce que je ne sais pas comment les appeler. En ce qui concerne les pays baltes, ce sont des pays, et à nos yeux ce sont des Etats qui cherchent à obtenir leur droit à la souveraineté. Ils ont encore besoin d'être soutenus et de convaincre les Etats dans lesquels ils sont insérés pour parvenir à ce progrès dans le droit international. Tel n'est pas encore leur cas aujourd'hui, même je le regrette, je le constate. Ce n'est pas parce que la France présidait qu'elle avait la capacité de décider pour tous les autres.

Q - *Quel sentiment éprouvez-vous aujourd'hui ?*

R - Je suis très heureux pour l'Europe. J'ai le sentiment d'avoir vécu avec tous les autres pays d'Europe un très grand moment de notre histoire commune. C'est un événement sans précédent qui permet de grandes espérances tout en sachant bien entendu que les obstacles seront toujours là. Il faudra donc avoir du courage, de l'esprit d'initiative, une volonté de paix alors ce qui a été entrepris aujourd'hui réussira. On a fait un grand pas en avant. Il y aura un prochain Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Helsinki... Il y aura chaque année une réunion des ministres des affaires étrangères, la prochaine aura lieu à Berlin. Il y aura un Comité des hauts fonctionnaires. Il y aura un Secrétariat permanent qui siègera à Vienne. Il y aura un bureau des élections libres qui vérifiera l'exercice de la démocratie et qui siègera à Varsovie. Il y aura, l'accord est donné sur le principe, une Assemblée parlementaire. Donc tous ces éléments là ont été retenus pour donner des structures à ce qui était il y a trois jours seulement une espérance. Donc, je suis très heureux pour l'Europe. Je suis très confiant pour la paix et je me réjouis de cet effort accompli par tant de pays pour marcher sur la même route et pour partager les mêmes valeurs.

Q - *Monsieur le Président, vous venez de parler de l'Union soviétique, aujourd'hui même de la part des Canadiens, des Allemands et des Italiens, on entend parler de la nécessité d'assister l'Union soviétique, notamment en matière alimentaire. Vous venez de dire que l'Union soviétique s'était arrimée au continent, quel est le constat que vous faites de l'état de l'Union soviétique ?*

R - Vous risquez de m'égarer sur des chemins détournés. On en a souvent parlé. L'état de l'Union soviétique paraît aujourd'hui mauvais, à la fois sur le plan économique et sur le plan de l'unité de ce pays. Tout le monde le sait. Vous n'attendiez pas que je vous l'annonce. C'est une situation difficile que doit gérer M. Gorbatchev. Il aborde d'ailleurs cette phase de responsabilité avec beaucoup de courage et de décision. C'est vrai que l'Union soviétique affronte aujourd'hui de grandes difficultés. Elle n'en reste pas moins un grand pays.